



Tribunal International contre le blocus

Témoignage de

**Wim Leysens
secrétaire**

**la Coordination belge pour la Levée du
Blocus contre Cuba**

L'impact extraterritorial sur le secteur financier en Belgique

Au cours des trois dernières années, la Coordination belge pour la Levée du blocus a collecté des preuves que des virements vers Cuba ou comportant le mot « Cuba » dans le nom du destinataire ou dans la communication, sont systématiquement rejetés par la majorité des banques belges. Je me limite aux cas les plus significatifs.

1. BNP-Paribas-Fortis

- BNP-Paribas-Fortis refuse de transférer de l'argent à Medicuba en Suisse

Fin mars 2020, au moment de l'apparition de la pandémie du Corona-virus, Mme X transfère de l'argent via sa banque BNP-Paribas-Fortis à Medicuba en Suisse. BNP-Paribas-Fortis justifie le refus en disant: «Si cette opération a été bloquée, c'est qu'à priori, il y a des éléments qui ne nous semblent pas cohérents.»

- BNP Paribas Fortis clôture le compte de l'organisation à but non lucratif Y.

En juin 2021 BNP Paribas-Fortis a soudainement mis fin à la relation avec une association qui depuis des années, réalise un travail de solidarité avec Cuba. L'asbl n'a reçu officiellement aucune raison de la part de la banque pour justifier la fin de sa relation avec elle, cliente de longue date.

2. ING

ING Pays-Bas menace de clôturer le compte d'un titulaire.

Un étudiant néerlandais en stage à Cuba a reçu en 2018 la lettre de mise en garde suivante :

"Par cette lettre, nous attirons votre attention sur ce qui suit : ING Bank N.V. ... ne souhaite pas... faciliter les transactions avec un certain nombre de pays spécifiés. Sur base des transactions avec votre carte de crédit sur votre compte de paiement, nous constatons que vous êtes peut-être un résident de longue durée à Cuba.

ING refuse de recevoir les cotisations des membres de l'ONG solidaire

Le 21 janvier 2022, un sympathisant originaire d'Allemagne paie depuis sa banque en Allemagne, sa cotisation à l'ONG belge de solidarité avec Cuba. La banque en Belgique, ING , a bloqué le paiement et a demandé des renseignements à la banque allemande, comme « est-ce que ce paiement a un lien direct ou indirect avec Cuba ? » .

TRIODOS – ING refuse le paiement pour l'expédition d'un container de matériel médical vers Cuba.

Grâce à une campagne de solidarité, début 2022, un container avec du matériel médical était prêt à être envoyé à Cuba. Le paiement à la société de transport maritime pour l'expédition du container a été refusé par la banque. Triodos qui fait appel au réseau de la banque **ING** pour les virements internationaux.

TRIODOS refuse transférer des fonds pour une aide d'urgence

Une organisation de solidarité a rassemblé des fonds pour une aide d'urgence après un incendie dans un dépôt de pétrole à Cuba en 2022. Triodos fait appel au réseaux internationaux de **ING** pour les transferts internationaux. Alors, étant donné que la banque dit ne pouvoir réaliser aucun paiement vers Cuba, l'organisation cherche encore toujours un moyen d'envoyer des fonds vers Cuba.

Argenta - ING

E.D. fait un virement le 15/03/23 vers le compte suisse de l'ONG MediCuba. Deux jours plus tard, le 17/03/23 l'argent est reversé sur son compte. La banque intermédiaire pour les transferts internationaux ING a refusé le paiement.

3. KBC

KBC refuse le paiement d'aide humanitaire à une communauté religieuse à Cuba

Un groupe de solidarité avec Cuba envoi de l'argent depuis 2000 via une ONG belge à une communauté religieuse à Cuba. Cela s'est passé normalement la plupart du temps. Le 25 mai 2023, l'ONG a reçu un appel téléphonique de KBC : « La banque intermédiaire italienne ne veux plus envoyer d'argent vers Cuba à cause de l'embargo. »

4. BPost

BPost refuse le virement qui mentionnait 'soutien à Cuba'

Un virement de 1 € vers 1C4C au Royaume Unis par B.VH. effectué le 26 mai 23, a été refusé, car il mentionnait 'soutien à Cuba'. Le service clientèle de la banque BPost lui a répété à plusieurs reprises que cette mesure s'inscrivait dans le cadre d'une obligation légale à laquelle la banque ne pouvait pas non plus se soustraire.

Cette attitude des banques va à l'encontre des directives de l'**Agence bancaire européenne EBA**. Dans son rapport de janvier 2022 sur la prévention des risques liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme - de-risking - l'Agence européenne affirme que les banques sont inefficaces au regard des directives générales de prévention des risques et qu'elles **excluent trop rapidement des groupes de clients**. La **Banque nationale de Belgique** est également parvenue à une conclusion similaire selon laquelle les **banques refusent des clients ou des transactions pour des raisons qui ne présentent pas de risque réel de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme**.

Je souhaite parler plus en détail d'un cas récent de BNP-Paribas-Fortis. Les banques en général ont tendance à être très secrètes lorsqu'elles font référence à leur politique de prévention de risques.

5. BNP-Paribas-Fortis

Le 10 mars 2023, M.S. effectue un virement sur un compte britannique avec la mention "Pour Cuba". Le lundi 13 mars 23, la banque l'informe que ce virement leur paraît suspect et que cela pourrait servir pour l'achat d'armes et/ou pour un trafic de drogues. Le 12 mai 2023, M.S. reçoit un mail de BNP Paribas Fortis, Service de Management des plaintes, avec l'explication suivante : "Vous souhaitez transférer une somme vers une organisation qui rassemble des fonds pour envoyer de l'aide médicale à Cuba. BNP Paribas Fortis n'a pas effectué cette opération. L'article 19 des Conditions Générales de Banque définit le terme "sanctions" comme l'ensemble des sanctions de nature financière, économique ou commerciale ... imposées ou mises en vigueur par la Belgique, l'Union européenne, le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Office of Foreign Assets Control des Etats-Unis, le Département d'Etat américain ou toute autre autorité compétente. BNP Paribas Fortis tient compte de ces "sanctions" lors de l'analyse et du traitement des transactions".

Cependant, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a émis aucune sanction à l'encontre de Cuba.

Ni l'Union européenne ni la Belgique n'ont pris de sanctions à l'encontre de Cuba. Au contraire, le 12 décembre 2016, l'UE et Cuba ont signé l'accord de dialogue politique et de coopération - ADPC, qui a depuis été mis en œuvre.

Les seules instances restantes auxquelles la banque fait référence, qui imposent des sanctions contre Cuba, sont l'Office de contrôle des actifs étrangers aux États-Unis et le Département d'État américain.

Alors, nous pouvons conclure que la banque BNP-Paribas-Fortis reconnaît indirectement avoir refusé la transaction conformément aux directives de l'Office of Foreign Assets Control OFAC et du Département d'Etat des États-Unis, en d'autres termes : **la banque se conforme aux lois sur les sanctions des États-Unis contre Cuba.**

Cette pratique est une violation du règlement de blocage ou "Blocking Statute" de 1996 qui interdit aux acteurs européens, et donc aussi une banque telle que BNP-Paribas-Fortis, de se conformer à des lois de pays tiers.

Plus d'information : le dossier 2023 [« Les Banques refusent des transactions vers Cuba »](#)



Tribunal Internacional contra el Bloqueo Testimonio de

Wim Leysens
Secretario de
Coordinadora Belga para el Levantamiento
del Bloqueo contra Cuba

El impacto extraterritorial en el sector financiero en Bélgica

La coordinadora belga para el levantamiento del bloqueo ha recogido durante los tres últimos años pruebas como transferencias hacia Cuba o que llevan la palabra 'Cuba' en el nombre del destinatario o en la comunicación, son rechazadas por la mayoría de los bancos belgas. Del total 17 casos les presento una selección:

1. BNP-Paribas-Fortis

- BNP-Paribas-Fortis se niega a transferir dinero a Medicuba en Suiza

A finales de marzo de **2020**, en medio de la pandemia del coronavirus, la señora X transfirió dinero a través de su banco BNP-Paribas-Fortis a Medicuba en Suiza. BNP-Paribas-Fortis justifica su negativa diciendo: "Si esta operación fue bloqueada es porque, a priori, hay elementos que no nos parecen coherentes".

- BNP Paribas Fortis cierra la cuenta de la organización sin fines de lucro Y.

En junio de 2021 BNP Paribas-Fortis puso fin repentinamente a la relación con una asociación que desde hace años realiza una labor solidaria con Cuba. La organización sin ánimo de lucro no ha recibido oficialmente ningún motivo por parte del banco que justifique el fin de su relación con este cliente de larga data.

2. ING

- ING Holanda amenaza con cerrar la cuenta de un titular.

Un estudiante holandés que realizaba una pasantía en Cuba recibió la siguiente carta de advertencia en 2018: "Mediante esta carta, llamamos su atención sobre lo siguiente: ING Bank N.V.... no desea... facilitar transacciones con varios países específicos. Según las transacciones con su tarjeta de crédito en su cuenta de pago, observamos que puede ser residente de larga duración en Cuba".

- ING se niega a recibir la cotización de miembros de la ONG solidaria

El 21 de enero de 2022, un partidario de Alemania pagó su contribución a la ONG belga de solidaridad con Cuba desde su banco en Alemania. El banco de Bélgica, ING, bloqueó el pago y solicitó información al banco alemán, si "este pago tiene un vínculo directo o indirecto con Cuba?". ».

- TRIODOS – ING rechaza pago por envío de contenedor de equipo médico a Cuba.

Gracias a una campaña solidaria, a principios de 2022 un contenedor con equipos médicos estaba listo para ser enviado a Cuba. El banco rechazó el pago a la compañía naviera por el envío del contenedor. Triodos utiliza la red bancaria de ING para transferencias internacionales

- TRIODOS se niega a transferir fondos para ayuda de emergencia

Una organización solidaria ha recaudado fondos para ayuda de emergencia después de un incendio en un depósito de petróleo en Cuba en 2022. Dado que el banco dice que no puede realizar ningún pago a Cuba, la organización todavía está buscando una manera de enviar fondos a Cuba.

- Argenta – ING se niega a transferir fondos para ayuda humanitaria

E.D. realizó una transferencia el 15/03/23 a la cuenta suiza de la ONG MediCuba. Dos días después, el 17/03/23, el dinero fue devuelto a su cuenta. ING, el banco intermediario para transferencias internacionales rechazó el pago.

3. KBC rechaza pago de ayuda humanitaria a una comunidad religiosa en Cuba

Un grupo de solidaridad con Cuba envía dinero desde el año 2000 a través de una ONG belga a una comunidad religiosa en Cuba. Esto se realizó sin problemas la mayor parte de veces. El 25 de mayo de 2023, la ONG recibió una llamada telefónica de KBC: "El banco intermediario italiano ya no quiere enviar dinero a Cuba debido al embargo. »

4. Bpost rechaza transferencia que mencionaba 'apoyo a Cuba'.

Una transferencia de 1€ a 1C4C en el Reino Unido por parte de B.VH. realizada el 26 de mayo '23 fue rechazada porque mencionaba "apoyo a Cuba". El servicio de atención al cliente del banco Bpost le dijo repetidamente que esta medida formaba parte de una obligación legal que el banco tampoco podía eludir.

5. BNP-Paribas-Fortis

Quiero hablar más en detalle de un caso reciente. Los bancos en general suelen ser muy reservados haciendo referencia a su política de 'compliance'. El 10 de marzo de 2023, M.S. realizó una transferencia a una cuenta británica con la mención "Para Cuba". El 13 de marzo, el banco le informó que esa transferencia les parecía sospechosa y que podría ser utilizada para armas y/o tráfico de drogas. El 12 de mayo de 23, M.S. recibió un correo electrónico de BNP Paribas Fortis Complaint Management con la siguiente explicación: "Le gustaría transferir una cantidad a una organización que recauda fondos para enviar ayuda médica a Cuba. **BNP Paribas Fortis no llevó a cabo esta operación.** El artículo 19 de las Condiciones Generales Bancarias define el término "sanciones" como todas las sanciones de naturaleza financiera, económica o comercial... impuestas o puestas en vigor por Bélgica, la Unión Europea, el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, la Oficina de Control de Activos Extranjeros, el Departamento de Estado de los Estados Unidos o cualquier otra autoridad competente. **BNP Paribas Fortis tiene en cuenta estas "sanciones" a la hora de analizar y procesar transacciones".**

Sin embargo, el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas no ha emitido ninguna sanción contra Cuba. Ni la Unión Europea ni Bélgica han adoptado sanciones contra Cuba. Por el contrario, el 12 de diciembre de 2016 la UE y Cuba firmaron el Acuerdo de Diálogo Político y Cooperación -ADPC, que desde entonces ha sido implementado. Los únicos organismos restantes –a los que se refiere el banco– que imponen sanciones contra Cuba son la Oficina de Control de Activos Extranjeros de Estados Unidos y el Departamento de Estado estadounidense. **Por lo tanto, concluimos que BNP-Paribas-Fortis rechaza la transacción obedeciendo las leyes de sanciones de los Estados Unidos contra Cuba,** lo que constituye una violación del Estatuto de Bloqueo de 1996 de la UE que prohíbe a los actores europeos y, por tanto, también a un banco como BNP-Paribas-Fortis cumplir con las leyes de terceros países.

Más información: Dossier [« Les Banques refusent des transactions vers Cuba »](#)